

Débat sur l'adoption du 11^e rapport du comité des affaires étrangères sur le corridor de Latchine:

**«QU'EST-CE ÇA PREND AU GOUVERNEMENT LIBÉRAL
POUR ADMETTRE QUE L'AGRESSEUR EST L'AZERBAÏDJAN?»**

— STÉPHANE BERGERON

OTTAWA, le 27 septembre 2023 – Dans le cadre du débat sur l'adoption du 11^e rapport du comité des affaires étrangères et du développement international portant sur la nécessaire réouverture du corridor de Latchine, qui s'est tenu le 26 septembre dernier à la Chambre des communes, le député de Montarville et porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères, M. Stéphane Bergeron, a pris la parole pour réclamer une condamnation sans équivoque de l'Azerbaïdjan, qui n'a eu de cesse de violer le cessez-le-feu conclu avec l'Arménie en 2020, tout en dénôçant le moment choisi par les conservateurs pour forcer ce débat, alors les parlementaires devaient discuter de mesures visant à lutter contre l'inflation et la pénurie de logements.

«Compte tenu des événements des derniers jours, des discussions avaient cours avec les conservateurs au sujet de l'importance, pour le comité des affaires étrangères et du développement international, de se pencher de nouveau sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Or, soudainement, sans le moindre préavis, ils nous sont arrivés avec cette motion sortant de nulle part visant l'adoption du 11^e rapport du comité permanent des affaires étrangères et du développement international qui demande simplement la réouverture du corridor de Latchine. Or, nous n'en sommes plus à demander la réouverture de ce corridor, puisque l'Azerbaïdjan occupe militairement le Haut-Karabakh!», de dénoncer M. Bergeron.

«Des gens perdent actuellement la vie dans le Haut-Karabakh, et ce, dans l'indifférence quasi généralisée de la communauté internationale. Fort heureusement, certains pays, dont la France au premier chef, qui a saisi le conseil de sécurité des Nations Unies de la question, se font entendre pour dénoncer ce qui se passe présentement dans le Caucase. Le gouvernement fédéral, de son côté, continue de mettre de l'avant une position timorée, multipliant les déclarations lénifiantes du genre "on suit la situation de près". Depuis la fin du conflit de 2020, on a toujours droit à des prises de position du bout des lèvres de la part de ce gouvernement. Résultat des courses: après avoir affamé la population du Haut-Karabakh pendant des mois, l'Azerbaïdjan a purement et simplement envahi le territoire et, malgré un nouvel accord de cessez-le-feu, traquerait les "séparatistes" arméniens, faisant régner la terreur parmi la population civile, si bien que les gens quittent par centaines, voire par milliers, pour se réfugier en Arménie, qui peut à peine accueillir cette marée humaine. La crise humanitaire qui a cours dans cette région se poursuit et s'amplifie», a poursuivi le député de Montarville.

«On nous dit que Bob Rae, le représentant du Canada auprès des Nations Unies, aurait déclaré que ce qui se passe dans Haut-Karabakh s'apparenterait à une forme de "nettoyage ethnique"... Il était temps! Mais il ne suffit pas de le dire, il faut agir, poser des gestes concrets, dénoncer avec la dernière énergie, imposer des sanctions. Il semble cependant que ce soit trop demander à ce gouvernement, qui continue de se perdre en atermoiements stériles pendant que la tragédie se poursuit. Nous nous étions pourtant engagés à défendre la démocratie arménienne, la seule dans le Caucase. Il faut certes saluer le fait que le gouvernement fédéral semble enfin reconnaître la gravité de la situation, mais je crains qu'à ce stade-ci, ce soit trop peu, trop tard...», de conclure Stéphane Bergeron

-30-

Source: Jeanne-Lise Devaux Pelier, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca

☎ 450 922-BLOC (2562)